

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 NANTES
Mél : ud44.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

Nantes, le 03/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMURFIT KAPPA FRANCE SIEMCO

ZI de la Gare - Chemin des Anglais
BP 509
44470 CARQUEFOU

Références : N1-2022-495-RapportInspection

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE SIEMCO implanté ZI de la Gare - Chemin des Anglais BP 509 44470 CARQUEFOU. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE SIEMCO
- ZI de la Gare - Chemin des Anglais BP 509 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT dans GUN : 0006301149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SMURFIT KAPPA FRANCE est spécialisée dans la conception et la fabrication d'emballages en carton ondulé léger pour les secteurs de l'agroalimentaire, de la cosmétique et de l'industrie. Les activités exercées dans l'établissement de Carquefou sont la transformation (découpage, rainage, pliage et collage) et l'impression du carton au moyen d'une onduleuse, de presses de découpe, d'une imprimeuse flexographique, d'une contre-colleuse, de plieuses-colleuses et de barquetteuses.

Les installations contrôlées lors de l'inspection sont le stockage de formes, le stockage des matières premières, une partie des extérieurs et en particulier les deux accès secondaires du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de l'inspection précédente, en particulier :
 - les émissions sonores,
 - les rejets aqueux,

- les équipements sous pression,
- La prévention du risque incendie ;
- La situation administrative du site (impact de l'évolution des rubriques 1510, 1530 et 1532 ; application de l'arrêté ministériel du 02/12/2021 ; impact du décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°2 : Respect des VLE effluents industriels : Constat visite du 27/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7.4.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°3 : Modification notable des installations : Constat visite du 27/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 3.5	/	Sans objet
N°8 : Recensement des zones à risques	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.1	/	Sans objet
N°11 : Registre des produits dangereux et Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.10	/	Sans objet
N°12 : Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 1er (tableau de classement)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°1 : Respect des émergences dans les ZER : Constat visite du 27/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 6.2	/	Sans objet
N°4 : Liste des ESP : Constat visite du 27/06/2019	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
N°5 : Vérification des ESP : Constat visite du 27/06/2019	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.557-28	/	Sans objet
N°6 : Attestation tri 5 flux : Constat visite du 27/06/2019	Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-284	/	Sans objet
N°7 : Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.3	/	Sans objet
N°9 : Accessibilité des installations	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.3	/	Sans objet
N°10 : Vérification des équipements de lutttes contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté un retour à la conformité sur les niveaux d'émergences dans les zones à émergences réglementées grâce à de nombreux investissements de l'exploitant. La problématique du bruit avait été soulevée par des plaintes de riverains en 2006.

La problématique concernant les rejets d'eaux amidonnées, non correctement réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation actuel et non pris en compte par l'autorisation de déversement actuel, reste d'actualité. L'exploitant a réalisé des investissements et mis en œuvre des solutions permettant de revenir à la conformité pour les MES (en concentration maximale). Pour les paramètres DCO et MES, les niveaux de concentration restent très élevés malgré une diminution des concentrations relevées. Cependant, ces niveaux élevés de concentration peuvent être relativisés par des

caractéristiques particulières du rejet : rejet par bâchée d'environ 15 m³ une fois par semaine dans le réseau public d'assainissement. L'exploitant étudie actuellement différentes solutions pour poursuivre la diminution des rejets et est en discussion avec Nantes Métropole pour réviser l'autorisation de déversement.

Après l'obtention de la nouvelle autorisation de déversement, l'exploitant devra porter à la connaissance du préfet la modification de ses installations pour régulariser son rejet. Ce dossier devra comprendre la mise à jour de la situation administrative.

L'absence d'avancée sur la mise en conformité de ce point de rejet d'ici la prochaine inspection conduira à la mise en œuvre de suites administratives.

Concernant les moyens mis en place par l'exploitant concernant la défense incendie du site, les matériels de défense contre l'incendie sont vérifiés et accessibles. Des améliorations doivent être apportées au zonage des zones à risques et à l'état des stocks de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : N°1 : Respect des émergences dans les ZER : Constat visite du 27/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant : [tableau] De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dBA pour la période de jour et 60 dBA pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
Constats : Par courrier du 30/11/2021 et courriel du 20/01/2022 l'exploitant a transmis un rapport de mesurage de bruit effectué par la société BUREAU VERITAS lors d'une campagne qui s'est déroulée du 21 au 22 septembre 2021. Ce rapport ne montre plus de dépassement des valeurs limites d'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER), en particulier pour le point ZER 1 (passage de 8,5 dB(A) en 2019 à 0.5 dB(A) en 2021). Lors de l'inspection, il a été constaté que des travaux d'isolation ont été effectués sur la partie haute de la canalisation externe de transport des copeaux qui avait été identifiée comme source prépondérante d'émission sonore.
Observations : Compte-tenu de la crise sanitaire, la réalisation des travaux de mise en conformité a été impactée et n'a pu être effectuée que pendant l'été 2021 par la société SOFRADI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°2 : Respect des VLE effluents industriels : Constat visite du 27/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Les effluents industriels sont : - soit traités comme déchets liquides et envoyés en centres de détoxification extérieurs selon les modalités fixées à l'article 5 ; - soit prétraités avant raccordement au réseau public d'assainissement sous réserve du respect des caractéristiques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'accord préalable des gestionnaires dudit réseau En tout état de cause, l'effluent ne doit ni nuire à la conservation des ouvrages, ni nuire aux conditions d'exploitation du réseau, en particulier être ni corrosif, ni fermentescible sur vingt quatre heures.

Il est tel que l'exploitation du réseau ne présente pas de danger et que la station d'épuration ne soit pas perturbée.

Il ne contient aucune substance susceptible de dégager en égout directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz, des liquides ou des vapeurs toxiques inflammables

Sont notamment interdits :

- Tout déversement de composés cycliques hydroxylés et dérivés halogènes.
- Tout déversement d'hydrocarbures et dérivés chlorés.

Sous ces conditions, la composition des eaux usées industrielles du site rejetées au réseau public répond aux caractéristiques suivantes :

[tableau 1]

[tableau 2]

L'industriel procède, à ses frais, dans le cadre d'une pratique d'auto surveillance, au contrôle des paramètres dont les valeurs limites sont fixées au tableau ci- dessus ; ces résultats font l'objet d'une transmission à l'inspecteur des installations classées selon modèle joint en annexe.

[...]

L'ensemble des résultats de ces divers contrôles est adressé à l'inspecteur des installations classées et au gestionnaire du réseau.

Constats : Préalablement à l'inspection, les résultats de l'autosurveillance transmis par l'application GIDAF ont été consultés. Ces résultats, qui concernent les rejets d'eaux encrées depuis l'inspection de juin 2019, ne mettent pas en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux si ce point de rejet est pris seul.

Les autres eaux usées industrielles significatives du site sont celles issues du prétraitement des eaux amidonnées. Ce rejet n'existait pas lors de la dernière autorisation de l'établissement en 2003. Les VLE applicables restent donc celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/09/2003.

Conformément à l'arrêté préfectoral, l'exploitant réalise depuis l'inspection de juin 2019, un contrôle mensuel de ses rejets d'eaux amidonnées. Suite à l'inspection, le cadre de l'établissement sur l'application GIDAF a été modifié pour permettre la transmission des résultats d'autosurveillance pour ce point de rejet.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des mesures mensuelles effectuées sur ce rejet pour les années 2020 et 2021 en DCO, DBO5 et MES. Les résultats montrent un dépassement systématique pour les paramètres DCO et DBO5 en concentration (avec plus du double de la VLE). Pour le paramètre MES, les actions de l'exploitant (voir observation) ont permis de revenir à la conformité depuis le mois de mai 2021 (sauf ponctuellement en novembre 2021).

L'exploitant indique que ces deux rejets d'eaux usées industrielles sont effectués par "bâchée" d'un maximum de 5 m³ pour les "eaux encrées" et de 15 m³ pour les "eaux amidonnées". Les bâchées se font périodiquement : environ 1 fois par semaine. Les rejets d'eaux amidonnées bien que très concentrés s'effectuent sur des périodes de quelques heures.

Observations : Actions réalisées par l'exploitant depuis l'inspection du 27/06/2019 sur les eaux amidonnées :

- réalisation d'un traitement de l'eau (ajout de coagulant) qui a permis de favoriser l'agglomération sous forme de micro particules et ainsi d'optimiser la décantation des effluents entraînant une baisse des MES (retour à la conformité) et une baisse importante sur la DCO et la DBO5 ;
- verrouillage des vannes de rejets qui a permis d'avoir des effluents plus homogènes et de permettre une décantation plus stable ;
- tests d'une solution d'utilisation de filtre avant passage sur charbon actif. Cette solution n'a pas été retenue compte-tenu du risque de colmatage du charbon actif.

L'exploitant étudie actuellement deux autres solutions :

- le test d'un incubateur avec bactéries ;
- l'ajout d'insufflateurs d'air au niveau des silos, permettant de dégrader la DCO.

De plus, l'exploitant est en discussion avec Nantes Métropole pour le renouvellement de l'autorisation de déversement

des effluents vers le réseau public d'assainissement. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur les caractéristiques de l'autorisation qui doivent prendre en compte les rejets par bâchée, pouvant engendrer des concentrations et flux très importants sur des périodes de quelques heures, notamment sur les paramètres suivants : débits maximums par jour en pointe, débits maximum par heure en pointe ponctuelle, débits maximum instantané (l/s) et flux maximum (sur 24h).

Le rejet par bâchée soulève également la problématique de la représentativité des prélèvements d'échantillon effectués pour analyse. Le "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE" dans sa version de février 2022, indique dans son point 2.1.3.b (pages 13-14) qu'il convient de réaliser plusieurs prises d'échantillons réparties sur la durée de vidange (à minima 5 si durée inférieure à 1 heure ou 5 par heure pour les durées supérieures). Cette méthodologie doit être mise en œuvre pour obtenir des échantillons représentatifs de la bâchée.

Concernant le programme d'autosurveillance, celui-ci doit être complété pour intégrer un contrôle externe de recalage selon une fréquence annuelle en application de l'avant dernier alinéa de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 30/09/2003 et le III de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Ce contrôle incluant l'échantillonnage et l'analyse est réalisé dans le but de s'assurer de l'absence de dérive de la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Il consiste à comparer les résultats d'analyses réalisés sur un même échantillon d'une part par l'exploitant et d'autre part par un prestataire externe reconnu.

Compte-tenu des éléments précédents, l'exploitant doit :

- **poursuivre la mise en place de traitement des eaux amidonnées ;**
- **finaliser la nouvelle autorisation de déversement avec Nantes Métropole, prenant en compte les caractéristiques des rejets par bâchée, puis transmettre un dossier de porter à connaissance (voir point de contrôle N°3) ;**
- **transmettre les données d'autosurveillance pour les rejets des eaux amidonnées par l'application GIDAF ;**
- **fiabiliser le mode d'échantillonnage des effluents d'eaux amidonnées selon les conditions décrites dans le guide susmentionné ;**
- **finaliser le programme de surveillance de ses émissions en mettant en place un contrôle externe de recalage et en formalisant la réponse au courrier de l'inspection des installations classées du 02/10/2018.**

Dans le cas où les caractéristiques de la nouvelle autorisation de déversement de Nantes Métropole ne permettraient pas de rejeter les effluents d'eaux amidonnées ou/et que les traitements mis en œuvre ne seraient pas assez efficaces pour atteindre ces caractéristiques, l'exploitant devra envisager de faire traiter cet effluent industriel comme un déchet qui sera évacué puis traité dans une installation spécialisée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°3 : Modification notable des installations : Constat visite du 27/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 3.5

Thème(s) : Situation administrative, Modification notable des installations

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des dossiers d'autorisation ou de déclaration, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation [...].

Constats : Constat de la visite du 27/06/2019 :

Étant donné que les eaux de lavage des onduleuses ne pouvaient pas être recyclées dans le procédé, une station de traitement des eaux amidonnées a été installée sur le site en 2016, entraînant un changement notable concernant les rejets aqueux de l'établissement.

L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications apportées aux installations.

Constat du 05/04/2022 :

Dans sa réponse du 30/10/2019, l'exploitant a formalisé par un courrier en date du 28/10/2019 adressé au préfet la mise

en place d'une station de traitement des eaux amidonnées. Celui-ci comporte notamment un descriptif de la station de traitement.

Cependant, ce porter à connaissance ne comporte pas tous les éléments d'appréciation permettant de réglementer ce nouveau point de rejet, en particulier la nouvelle autorisation de déversement qui est en cours de discussion avec Nantes Métropole.

Observations : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le dossier de porter à connaissance sera transmis après obtention de la nouvelle autorisation de déversement.

L'exploitant devra transmettre aux services de la préfecture un dossier de porter à connaissance comportant en particulier les éléments suivants :

- un plan de situation de la station de traitement,
- une description détaillée de l'installation,
- la nature des modifications apportées à l'établissement,
- une étude d'incidence concernant les rejets aqueux de l'établissement conforme aux deux premiers alinéas de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,
- la nouvelle autorisation de raccordement délivrée par la collectivité,
- le nouveau programme de surveillance des émissions après prise en compte de la nouvelle autorisation de déversement,
- la mise à jour de la situation administrative de l'établissement (ICPE et IOTA (par antériorité)).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°4 : Liste des ESP : Constat visite du 27/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

Constats : Constat de la visite du 27/06/2019 :

Absence de date de contrôle pour un certain nombre de récipients

Constat du 05/04/2022 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression (ESP) de l'établissement.

Celle-ci fait bien figurer une date de contrôle pour tous les récipients. Toutes les informations requises par le III de l'article 6 l'arrêté ministériel du 20/11/2017 sont présentes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°5 : Vérification des ESP : Constat visite du 27/06/2019

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.557-28

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des ESP

Prescription contrôlée :

En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.

Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :

- 1° La déclaration de mise en service ;
- 2° Le contrôle de mise en service ;
- 3° L'inspection périodique ;
- 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;
- 5° Le contrôle après réparation ou modification.

Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31.

Constats : Constat de la visite du 27/06/2019 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression de l'établissement. Cette liste fait apparaître que quatre équipements sont en retard de requalification périodique (RP) ou d'inspection périodique (IP) :

- Emplacement repère SF1, récipient Terdeca n°1389/1 de 2002 de PS 17 bar, 95 litres
- Emplacement repère SF1, récipient Terdeca n°1389/2 de 2002 de PS 17 bar, 95 litres
- Emplacement repère SF3, récipient Terdeca n°5160/1 de 2005 de PS 17 bar, 95 litres
- Emplacement repère SF3, récipient Terdeca n°5160/2 de 2005 de PS 17 bar, 95 litres

Il en ressort que, selon la liste des équipements soumis au suivi en service présentée par l'exploitant, des équipements sont en défaut d'opération de contrôle.

Constat du 05/04/2022 :

Lors de l'inspection et après étude de la liste des ESP, il n'a pas été observé d'ESP en défaut d'inspection périodique ou de requalification périodique.

Par sondage, les comptes-rendus de vérification ou de requalification pour trois récipients ont été demandées :

-Emplacement repère SF5, récipient Terdeca n°2097SI de 2003 de PS 17 bar, 47 litres ; dernière inspection périodique le 29/12/2020 par Bureau Veritas (avis : satisfaisant) ;

-Emplacement repère 202, récipient SCO n°781 de 1974 de PS 10 bar, 500 litres ; dernière requalification périodique le 30/12/2014 par APAVE ; requalification prononcée ;

-Emplacement repère 203, récipient SCO n°781 de 1976 de PS 10 bar, 1500 litres ; dernière requalification périodique le 30/12/2014 par APAVE ; requalification prononcée ;

L'exploitant dispose d'un classeur comportant l'ensemble des rapports de requalification et d'inspection périodiques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°6 : Attestation tri 5 flux : Constat visite du 27/06/2019

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-284

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

[...]

Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois leur ayant cédé des déchets l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. [...]

Constats : Lors de l'inspection l'exploitant a présenté deux attestations de valorisation "tri 5 flux" émises par PAPREC pour l'année 2021. Une pour le flux de papier/carton et une pour le flux de papier/carton et métal. Les deux attestations respectent le modèle ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°7 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'établissement

Prescription contrôlée :

En l'absence de personnel d'exploitation, une surveillance de l'établissement doit être assurée soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillances ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

Constats : Hors des heures d'exploitation, la surveillance de l'établissement est assurée par télédétection (SECURITAS).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°8 : Recensement des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Article 9.7 de l'arrêté préfectoral du 30/09/2003 : Complément à l'arrêté ministériel : [...] Les aires de stockage font partie de ce recensement. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de présenter son recensement des zones à risques. L'exploitant a présenté les plans issus du Plan d'Etablissement Répertoire réalisés par le SDIS. Ces plans identifient en particulier les zones à risques d'explosion et les zones de stockage des produits dangereux. Les zones à risque incendie ne sont pas mentionnées.
Observations : C'est à l'exploitant de réaliser cette démarche de recensement des zones à risque, qui doivent en particulier inclure les aires de stockages, puis le formaliser au travers d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Ce zonage est déjà prévu à l'article 9.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/09/2003 pour l'ensemble de l'établissement. Cependant, l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 02/12/2021 rend obligatoire la mise en place de système de détection incendie, dans un délai de deux ans, pour les zones à risques situées dans les installations relevant de la rubrique 2445 (transformation du papier et du carton).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°9 : Accessibilité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des installations
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article 1er doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les accès aux installations n'étaient pas entravés (occupation des voies de circulation ou des accès dans les bâtiments). Le site dispose de trois accès permettant le passage de véhicules équipés de portail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°10 : Vérification des équipements de lutttes contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.11
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de lutttes contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Des dispositions sont prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu.

L'établissement dispose de moyens de première intervention contre l'incendie appropriés tels que extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, seaux et pelles de projection de sable sur les écoulements accidentels d'hydrocarbures, réseau incendie armé équipé de bornes anti gel.....

Les extincteurs doivent être conformes aux normes françaises en vigueur et être homologués par le Comité National du Matériel d'Incendie Homologué (C.N.M.I.H.). Ils doivent être également conformes, le cas échéant, aux prescriptions réglementaires.

Ils portent sur une étiquette fixée à l'appareil la date du contrôle qui doit avoir une périodicité au moins annuelle.

Ils sont, en outre, placés à des endroits visibles et facilement accessibles.

L'ensemble desdits moyens est répertorié dans le plan d'intervention interne à rétablissement

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau de suivi des vérifications périodiques de l'établissement :

- vérification semestrielle du sprinkler le 17/12/2021 par ENGIE AXIMA ;
- vérifications semestrielles détection incendie : par IDE Systèmes le 16/12/2021, pour partie, et EIFFAGE ENERGIE le 28/12/2021 ;
- vérification annuelle extincteurs et RIA par APS le 19/07/2021 ;
- vérification annuelle des exutoires de désenfumage par APS le 23/08/2021 ;
- vérification semestrielle porte coupe-feu par DEFI le 05/10/2021.

Lors de l'inspection et dans les parties du site visitées, il n'a pas été constaté de moyen de défense contre l'incendie inaccessible. Par sondage, il a été constaté que les équipements disposent de leurs étiquettes individuelles de vérification. Les plans d'évacuations affichés dans l'établissement font figurer les emplacements des moyens de défense.

Observations : La vérification sprinkler des 30 ans doit être effectuée avant le 09/02/2026. L'exploitant débute les études préalables sur cette vérification.

Les poteaux incendies présents sur le site sont vérifiés par NANTES METROPOLE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°11 : Registre des produits dangereux et Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9.10

Thème(s) : Risques accidentels, Registre des produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 :

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks établis à la fin mars 2021 pour l'établissement. Celui-ci classe par grande catégorie les matières ou produits stockés, la quantité en tonnes est précisée pour chaque catégorie.

Les produits dangereux ne sont pas signalés et il n'est pas annexé un plan général des stockages.

Il n'a pas été vérifié si le document serait facilement accessible en cas d'incendie sur le site.

Observations : L'exploitant doit modifier son état des stocks pour le rendre utile et accessible pour les services de

secours en cas d'incendie. En particulier préciser la nature et les quantités de produits dangereux présents dans l'établissement. Un plan des stockages devra être annexé à cet état des stocks.

Ce document devra être facilement accessible en cas d'incendie par les services de secours.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°12 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 1er (tableau de classement)

Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations

Prescription contrôlée :

Tableau de classement acté par courrier préfectoral du 14 février 2012 :

2445-1 ; caractéristique : 180 t/j ; régime : A
1180-1 ; caractéristique : 1 transformateur ; régime : D
1530-3 ; caractéristique : 18 500 m³ ; régime : D
1532-2 ; caractéristique : 3 000 m³ ; régime : D
2910-A-2 ; caractéristique : 4,18 MW ; régime : D
2925 ; caractéristique : 53,4 kW ; régime : D

Constats : Depuis les dernières modifications portées à la connaissance de l'inspection, la nomenclature des installations classées a été modifiée plusieurs fois conduisant en particulier à la suppression de la rubrique 1180 (transformateur contenant des PCB) et à la modification de la rubrique 1510 (entrepôt).

Concernant cette dernière rubrique l'exploitant a présenté le rapport d'un bureau d'étude (ECE) recensant les stockages du site et concluant au non classement sous la rubrique 1510. Cependant, ce document rend compte d'évolution dans les caractéristiques de deux rubriques et l'apparition d'une nouvelle rubrique à déclaration :

- 1530 : passage de 18 500 m³ à 12 980 m³ (déclaration)
- 1532 : passage de 3 000 m³ à 5 700 m³ (déclaration)
- 2663-2 : nouvelle rubrique à déclaration pour 1 170 m³ (seuil de la déclaration à 1 000 m³)

Dans le cadre de son dossier de porter à connaissance (voir point de contrôle N°3), l'exploitant devra mettre à jour la situation administrative de son établissement.

Observations : Par ailleurs, suite au décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021, la rubrique 2445 de la nomenclature des installations classées a été modifiée, impliquant le remplacement du régime de l'autorisation par le régime de l'enregistrement pour les installations relevant de la rubrique 2445 et dépassant une capacité de production de 20 t/j. En conséquence :

- l'établissement conserve le bénéfice de son arrêté préfectoral d'autorisation : les règles de procédures restent celles du régime de l'autorisation environnementale (titre VIII du livre 1 du code de l'environnement), et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/09/2003 reste applicable ;
- l'installation relève maintenant du régime de l'enregistrement ce qui rend applicable les dispositions pour les installations existantes de l'arrêté ministériel du 02/12/2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'exploitant en fait la demande l'établissement peut passer sous les règles de procédures du régime de l'enregistrement. L'intérêt de ce changement doit être évalué en cas de modification importante des installations de l'établissement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet